



Numéro 231, 9 juillet 2012

Négociations et forums internationaux

L'ONU-REDD fait rapport de l'atelier sur l'évaluation des besoins des pays du programme

Le Programme ONU-REDD a organisé un atelier pour présenter les conclusions préliminaires de l'évaluation des besoins nationaux des pays dans le cadre de la REDD+ (Réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts). L'évaluation a été réalisée auprès des points focaux de plus de 20 pays partenaires, ainsi que des représentants de la société civile, des pays donateurs, de la CCNUCC et du Groupe consultatif indépendant du programme ONU-REDD.

L'atelier a eu lieu à Santa Marta, en Colombie, le 26 juin 2012, sur le thème de l'évaluation des besoins des pays, qui est réalisée par le Programme ONU-REDD conjointement avec le *Forest Carbon Partnership Facility* (FCPF). Cet atelier a donné suite à trois ateliers récents, dont un portant sur un programme d'utilisation des données de télédétection pour la surveillance des forêts; une réunion d'experts sur la gouvernance pour la collecte des données forestières dans dix pays en développement; et un atelier sur le développement global des compétences pour l'évaluation et la compilation des données des activités du secteur forestier pour les inventaires de gaz à effet de serre (GES).

Les conclusions préliminaires de l'évaluation des besoins nationaux des pays dans le cadre de la REDD+ font valoir que les besoins des pays varient selon leur stade de préparation des activités REDD+. Les principaux domaines où des besoins ont été exprimés sont :

- le renforcement des capacités des structures sous-nationales et nationales, des administrations forestières et l'inclusion des ONG locales et des groupes communautaires;

- la nécessité d'un appui pour produire des analyses, des quantifications et résoudre les problèmes liés à la propriété foncière et aux droits d'émission de carbone dans le contexte de la REDD+;
- l'octroi des ressources supplémentaires pour lancer et appuyer les projets pilotes REDD+ et éclaircir les liens entre les projets pilotes sur le marché du carbone et l'établissement de seuils d'investissement minimum nécessaire pour que la REDD+ ait les effets souhaités.

Pour obtenir plus de renseignements :

<http://www.un-redd.org/Home/tabid/565/Default.aspx>

http://www.unredd.net/index.php?option=com_docman&task=doc_download&gid=7832&Itemid=53

http://www.unredd.net/index.php?option=com_docman&task=doc_download&gid=7834&Itemid=53

<http://unredd.wordpress.com/>

Nouvelles du marché du carbone

La faiblesse des prix des quotas n'est pas un indicateur d'échec du SCEQE

Des commentateurs ont fait valoir que le Système communautaire d'échange de quotas d'émissions de l'Union européenne (SCEQE) allait finir par sombrer dans l'oubli, car le prix de ses quotas d'émissions est devenu trop faible pour continuer de susciter l'intérêt.

Robert Stavins, professeur en « entreprises et gouvernement » à l'Université Harvard dans son essai « Les petits prix sont-ils un problème ? Tirer les conséquences de la dérive des systèmes de plafonnement et d'échange en Europe et aux États-Unis » affirme que le faible prix des quotas en Europe est le fruit de l'évolution des circonstances, et non de l'échec d'une idée, et que les défauts du système sont corrigibles.

Au sein du SCEQE, les prix des quotas ont chuté d'environ 20 \$ US par tonne de dioxyde de carbone (valeur historique moyenne) à 7,88 \$ US par tonne en avril 2012. Selon Robert Stavins, cette chute des prix s'explique par la récession économique en Europe, mais également par la mise en œuvre d'un ensemble de politiques énergétiques nationales et régionales, qui ont encouragé l'utilisation des énergies renouvelables.

En effet, pour Robert Stavins, l'utilisation croissante d'énergies renouvelables en Europe a conduit à la réduction des émissions, diminuant ainsi la demande de quotas ce qui a fait

baisser leurs prix. Dans la mesure où le faible prix des quotas est causé par la mise en œuvre de politiques complémentaires, le système de plafonnement et d'échange n'est pas défaillant, mais sa conception le rend vulnérable à la mise en œuvre de différentes politiques qui visent à réduire les émissions.

Pour Robert Stavins, le SCEQE n'est pas tenu en échec, car il est parvenu à atteindre des réductions d'émissions de manière rentable. Toutefois, le système n'est pas suffisamment complet pour parvenir à maintenir des prix assez élevés lorsque d'autres politiques ont pour effet de réduire les émissions de GES.

Pour obtenir plus de renseignements :

<http://www.chinadialogue.net/article/show/single/en/5010--Don-t-write-off-cap-and-trade>

<http://www.robertstavinsblog.org/>

<http://www.robertstavinsblog.org/2012/04/25/low-prices-a-problem-making-sense-of-misleading-talk-about-cap-and-trade-in-europe-and-the-usa/>

La Chine établit les règles de son futur marché du carbone national

Le Gouvernement central de Chine a publié des règles qui régiront le futur marché du carbone national du pays. Ce système permettra potentiellement à plus de 2 200 projets de réduction d'émissions existants de gagner des crédits compensatoires nationaux.

La Chine, qui est à ce jour le plus grand émetteur de GES, a annoncé qu'elle va octroyer des réductions d'émissions certifiées chinoises (CCERs en anglais pour *Chinese Certified Emission Reductions*) à des projets qui ont reçu l'approbation du gouvernement pour obtenir des crédits dans le cadre du Mécanisme de développement propre (MDP), mais qui n'ont pas encore été enregistrés par l'ONU. En revanche, les projets qui ont déjà obtenu des crédits du MDP ne pourront pas recevoir de CCERs.

La Chine s'est engagée à réduire ses émissions par unité de PIB de 45 % sous le niveau du cours normal des affaires d'ici à la fin de la décennie. Pour atteindre cet objectif, elle prévoit de lancer sept programmes pilotes d'échange de droits d'émissions d'ici à 2014 et un marché national d'échange de droits d'émissions d'ici à 2015 pour plafonner les émissions de carbone dans les grandes installations émettrices.

Les règles qui régissent le futur marché du carbone national de Chine ne font pas référence aux standards du marché volontaire tels que le Gold Standard ou le Voluntary Carbon Standard. Toutefois, les règles publiées indiquent que les entités étrangères seraient autorisées à acheter des CCERs, dans le but de soutenir la demande globale.

Pour obtenir plus de renseignements :

<http://www.pointcarbon.com/news/1.1928876>

<http://www.pointcarbon.com/news/1.1860172>

<http://www.sei-international.org/mediamanager/documents/Publications/china-cluster/SEI-PB-2012-China-carbon-markets.pdf>

Nouvelles du MDP

Le PNUE Risoe évalue les coûts du MDP

Le Centre Risoe de développement de l'énergie, du climat et du développement durable du Programme Environnement des Nations Unies (PNUE) a publié le premier document de travail d'une nouvelle série intitulée « *Penny Wise, Pound Foolish ?* ». Le document s'interroge sur la question de savoir si l'intention première de réduire les émissions à moindre coût est remplie par le Mécanisme de développement propre (MDP).

Selon le document, le MDP est promu comme un mécanisme qui implique des options moins coûteuses de réduction des émissions dans les pays en développement, par rapport à celles qui peuvent être réalisées dans les pays développés. Il fait valoir que le large éventail d'options de réduction des émissions exploitées simultanément peut ne pas être compatible avec cette hypothèse, et indique que l'augmentation croissante des données remet en cause la rentabilité de ces options de réduction des émissions.

Le document note également que, dans la plupart des cas, le coût marginal d'abattement n'est pas un moteur d'investissement. Il appelle à repenser l'approche de la promotion de la réduction des émissions dans les pays en développement, afin de l'aligner avec des réductions réalisées dans les pays développés. Le document constate que si le MDP promeut bien la réduction des émissions dans les pays en développement, il ne réduit pas pour autant le coût global de réduction des émissions.

Pour obtenir plus de renseignements :

<http://climate-l.iisd.org/news/unep-risoe-assesses-cdms-cost-efficiency/>

http://uneprisoe.org/URCClimateWP/Pennywise_Poundfoolish_URC_WP1.pdf

Sélection de rapports d'intérêt et de sources d'information utiles

- Le Programme de développement des Nations Unies (PNUD) a publié son Rapport annuel 2011-2012, « L'avenir durable que nous voulons », qui décrit les programmes sur le terrain du PNUD et ses contributions à la sensibilisation et au changement politique,

voir http://www.undp.org/content/dam/undp/library/corporate/UNDP-in-action/2012/English/UNDP-AnnualReport_ENGLISH.pdf

- Nous tenons à attirer votre attention sur le rapport « Étude comparative sur la REDD : Recommandations d'actions » élaboré par Silvestrum. Cette étude analyse les similitudes et les différences de conditions et les facteurs pertinents pour la mise en œuvre d'activités REDD + entre 26 pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie, voir <http://www.silvestrum.com/userfiles/files/Comparative%20REDD+%20study%20SILVESTRUM%281%29.pdf>
- Sandbag annonce le lancement de son rapport sur le SCEQE, intitulé « *Loosing the Lead? Europe's flagging carbon market* », voir http://www.sandbag.org.uk/site_media/pdfs/reports/Losing_the_lead_modified_3.7.2012_1.pdf

Projets et programmes d'activités du MDP sur le site de la CCNUCC

(mis à jour le 10 juillet 2012)

- Projets dans le portefeuille de la CCNUCC : 2,7 milliards de tCO₂-éq. attendues d'ici fin 2012
- Projets soumis pour enregistrement : 110 (13 158 850 tCO₂-éq./an)
- Projets enregistrés : 4321 (613 811 371 tCO₂-éq./an et 2,15 milliards de tCO₂-éq. attendues d'ici fin 2012), dont 280 dans des pays membres et observateurs de l'OIF : 2 en Albanie, 1 en Ancienne République yougoslave de Macédoine, 5 en Arménie, 6 au Cambodge, 2 au Cameroun, 8 à Chypre, 3 en Côte d'Ivoire, 11 en Égypte, 5 aux Émirats Arabes Unis, 2 en Géorgie, 2 au Laos, 2 à Madagascar, 1 au Mali, 8 au Maroc, 2 à Maurice, 1 en Mauritanie, 4 en Moldavie, 2 en République Démocratique du Congo, 4 en République Dominicaine, 3 au Rwanda, 5 au Sénégal, 72 en Thaïlande, 2 en Tunisie, et 127 au Vietnam
- Programmes d'activités : 21 enregistrés (2 PoA ont été enregistrés en avril 2012) : 1 sur les petites installations hydroélectriques au Vietnam et 1 sur le développement du biogaz rural en Chine, 19 programmes en cours de validation
- URCE émises : 961 329 469
- Méthodologies pour les projets de grande ampleur : 104 approuvées (20 consolidées) dont 12 pour les grands projets Bois/Reboisement (2 consolidées)

- Méthodologies pour les projets de faible ampleur : 87 approuvées dont 7 pour les petits projets Bois/Reboisement
- Prix de l'URCE : 3,82 € (Spot) et 3,82 € (déc. 2012)
- AND notifiées : 160 dont 128 situées en pays non Annexe I
- 41 EOD accréditées
- Nombre de pays visés à l'Annexe I ayant une Autorité Nationale Désignée : 32 dont 15 pays membres et observateurs de l'OIF
- Nombre de pays non visés à l'Annexe I ayant une Autorité Nationale Désignée : 128 dont 54 pays membres et observateurs de l'OIF
- 38 pays n'ont pas d'Autorité Nationale Désignée dont 29 pays non visés à l'Annexe I et 14 pays membres et observateurs de l'OIF
- Nombre d'Entités Opérationnelles Désignées ayant un bureau dans un pays visé à l'Annexe I : 26 (Espagne, Japon, Canada, France, Allemagne, Royaume-Uni, Norvège, Italie, Suisse et Turquie)
- Nombre d'Entités opérationnelles désignées ayant un bureau dans un pays non visé à l'Annexe I : 15 (Afrique du Sud, Chine, Inde, Colombie, Corée du Sud et Malaisie)

Les évènements à venir

- Du 9 au 11 juillet, Bonn (Allemagne), Atelier sur le financement long terme de la CCNUCC
- Du 11 au 12 juillet, Bruxelles (Belgique), Consultation du Dialogue stratégique sur le MDP avec les membres du Parlement européen
- Le 16 juillet, New Delhi (Inde), Consultation du Dialogue stratégique sur le MDP avec les intervenants de l'Inde
- Du 16 au 20 juillet, Bonn (Allemagne), 68e réunion du Conseil exécutif du MDP

Nouvelles Francophones du marché du carbone et du MDP est un bulletin bimensuel édité par l'IEPF dans le cadre de l'Initiative francophone de Partenariat pour le MDP lancée en avril 2005 par la communauté francophone à Montréal. Les bulletins sont rédigés par ÉcoRessources Carbone (<http://www.ecoressources.com/carbone>) pour le compte de l'IEPF

Pour s'abonner au bulletin : <http://www.mediaterre.org/mailman/listinfo/initiative-mdp>

Vous pouvez écrire à l'animateur du réseau Initiative Francophone de Partenariat pour le MDP à : initiative-mdp-animateur@mediaterre.org